

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Châteauroux, le 28/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Revival

119 avenue du Général Michel Bizot
75012 Paris

Code AIOT : 0010000597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement Revival implanté 153 rue Ampère ZI du Buxerieux 36000 Châteauroux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Revival
- 153 rue Ampère ZI du Buxerieux 36000 Châteauroux
- Code AIOT : 0010000597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de tri des déchets.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/03/1997, article 3.7.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/03/1997, article 3.7.	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/1997, article 3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Nature des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 20/06/2023type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Sont interdits tous déversements, écoulement, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite il pleuvait et l'inspection a constaté que l'écoulement ne présente plus de substances noirâtre au point de rejet des eaux de ruissellement du site dans le fossé rue de Chardelièvre.</p> <p>Des analyses ont été réalisées par une société agréée sur des prélèvements effectués les 28 novembre 2023 à la sortie du nouveau séparateur à hydrocarbures, les valeurs limites d'émission imposées par l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral du 97-E-670 du 25 mars 1997 sont respectées pour tous les paramètres.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/1997, article 3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les eaux pluviales collectées sur les aires étanches doivent transiter par un débourbeur déshuileur avant rejet au réseau public. Le dimensionnement de ce dispositif doit être effectué selon les règles de l'art. Il doit être régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.</p>
Constats : <p>Le réseau de collecte des eaux de ruissellement a été modifié. Aujourd'hui toutes les eaux de ruissellement sont traitées par un nouveau débourbeur déshuileur suffisamment dimensionné et installé par une société spécialisée. Ces travaux ont été réalisés au cours du troisième trimestre 2023.</p> <p>Le débourbeur déshuileur a été nettoyé par une société agréée le 7 février 2024, BSD n°20240130-01D66HGEY.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Suite aux travaux effectués sur le réseau de collecte des eaux de ruissellement, l'exploitant fera réaliser une mise à jour de son plan de récolement de ces travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite